

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 6 januari 1994.

Voor de Minister van Financiën, afwezig :
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. WATHELET

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 janvier 1994.

Pour le Ministre des Finances, absent :
Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 49

[C — 27595]

21 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux déchets animaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes n° 90/667/CEE du 27 novembre 1990 arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poisson et modifiant la directive 90/425/CEE;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets modifié par les décrets du 9 avril 1987, du 30 juin 1988, du 4 juillet 1991 et du 25 juillet 1991, et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'Arbitrage du 5 avril 1990;

Vu les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947 portant approbation du Règlement général pour la protection du travail;

Vu l'arrêté du Régent du 24 janvier 1946 relatif à l'enlèvement de cadavres d'animaux impropres à la consommation;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux;

Vu l'avis de la Commission des déchets du 28 octobre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 17 mars 1993;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité de transposer la directive 90/667/CEE du Conseil des Communautés européennes dans les meilleurs délais;

Considérant en effet que cette transposition n'a pu être effectuée dans le délai prescrit par la directive, faute de confirmation explicite de la compétence régionale en la matière, confirmation effectuée depuis dans le cadre des travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. Décret : le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets du 9 avril 1987, du 30 juin 1988, du 4 juillet 1991 et du 25 juillet 1991.

2. Le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'environnement dans ses attributions.

3. Déchets animaux : les cadavres, carcasses, parties d'animaux ou de poissons, ou les produits d'origine animale non destinés à la consommation humaine directe à l'exclusion des déjections animales et des déchets de cuisine et de table.

4. Déchets animaux à haut risque : les déchets animaux qui, visés à l'annexe II, chapitre Ier, sont suspectés de présenter des risques sérieux pour la santé des personnes et des animaux.

5. Déchets animaux à faible risque : les déchets animaux autres que ceux visés à l'annexe II, chapitre Ier, ne présentant pas de risques sérieux de propagation de maladies transmissibles aux animaux ou à l'homme, et notamment ceux définis à l'annexe II, chapitre II.

6. Fonctionnaire technique : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué.

7. Animaux de compagnie : animaux tenus par l'homme dans ou autour de sa maison et soignés pour son plaisir.

Art. 2. Sont exclus du champ d'application du présent arrêté :

- 1° les cimetières d'animaux de compagnie et les installations d'incinération d'animaux de compagnie;
- 2° les déchets animaux issus de laboratoires.

Art. 3. § 1er. Il est interdit à quiconque de se débarrasser de déchets animaux si ce n'est en les confiant à un tiers bénéficiant de l'agrément requis en vertu du présent arrêté pour assurer la collecte et/ou le transport de déchets animaux.

§ 2. Il est interdit à un collecteur ou transporteur de déchets animaux de s'en débarrasser, si ce n'est :

1° soit en les confiant à une installation de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination dûment autorisée conformément au présent arrêté;

2° soit en les confiant à une installation n'ayant pas pour objet principal le traitement de déchets animaux mais valorisant ceux-ci dans un processus de production;

3° soit en les confiant à une installation située en dehors du territoire de la Région wallonne, après s'être assuré que cette installation satisfait aux conditions que lui impose la législation qui lui est applicable pour procéder au regroupement, au prétraitement, à la valorisation ou à l'élimination de ces déchets.

§ 3. Toutefois, les détenteurs d'animaux de compagnie peuvent également :

1° soit les confier à un vétérinaire, qui ne pourra s'en débarrasser que conformément aux §§ 1er et 2;

2° soit les enfouir dans un bien dont ils ont la jouissance, à condition qu'il ne s'agisse pas de déchets animaux à haut risque;

3° soit les confier à un cimetière d'animaux de compagnie ou à une installation d'incinération d'animaux de compagnie;

4° soit les livrer eux-mêmes à une installation agréée conformément au présent arrêté.

§ 4. Le Ministre peut, au besoin, décider, aux conditions qu'il détermine, que les déchets animaux à haut risque doivent être éliminés par incinération ou enfouissement lorsque :

1° le transport vers l'installation la plus proche de déchets animaux infectés ou suspectés d'être infectés par une maladie épizootique est refusé à cause du danger de propagation de risques sanitaires;

2° les déchets animaux sont infectés ou suspectés d'être infectés par une maladie grave ou contiennent des résidus pouvant présenter un risque pour la santé des personnes ou des animaux et susceptibles de résister à un traitement thermique insuffisant;

3° une maladie épizootique très étendue entraîne une surcharge de l'installation de valorisation ou d'élimination;

4° les déchets animaux proviennent d'endroits difficilement accessibles;

5° la quantité et l'éloignement ne justifient pas la collecte des déchets animaux.

Les déchets animaux ne peuvent être enfouis au cas où il pourrait résulter de cet enfouissement un risque de pollution des eaux potabilisables. Ils ne peuvent être enfouis dans une zone de prévention telle que visée par le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables.

§ 5. Par dérogation aux §§ 1er et 2, le Ministre peut autoriser, dans des cas particuliers, après avis du Ministre en charge de l'inspection vétérinaire et aux conditions qu'il détermine :

1° l'utilisation des déchets animaux pour les besoins scientifiques;

2° l'utilisation de déchets animaux visés à l'annexe II, chapitre Ier, points a et e, à condition qu'ils proviennent d'animaux qui n'ont pas été abattus en raison de la présence ou de la suspicion d'une maladie à déclaration obligatoire, ainsi que des déchets animaux à faible risque, pour l'alimentation d'animaux de zoo ou de cirque, d'animaux à fourrure, de chiens de meute, d'équipages reconnus ou de verminières.

Le Ministre informera annuellement la Commission des Communautés européennes des mesures dérogatoires prises en vertu du présent paragraphe, ainsi que des modalités de contrôle mises en œuvre pour éviter les détournements dans l'utilisation de ces déchets.

Art. 4. § 1er. Le détenteur de tels déchets doit faire appel à un collecteur agréé dans les 24 heures de l'apparition de ces déchets.

§ 2. Dans l'attente de la collecte, les déchets animaux doivent être entreposés de manière à ce que les risques de contamination pour l'homme ou les animaux, et de pollution de l'environnement, soient évités.

Le Ministre arrêtera les modalités d'application du présent paragraphe, s'il échet.

CHAPITRE II. — De l'autorisation d'implanter et d'exploiter une installation de regroupement, de prétraitement ou de valorisation

Section Ire. — Principe de l'autorisation

Art. 5. § 1er. Sont soumises à autorisation :

— l'implantation et l'exploitation d'une installation de regroupement et/ou de prétraitement de déchets animaux en provenance de tiers;

— l'implantation et l'exploitation d'une installation spécifique de valorisation de déchets animaux non intégrée dans un processus de production en vue de la destruction des agents pathogènes qu'ils contiennent et/ou de la fabrication d'ingrédients à inclure dans les aliments pour animaux ou de farine de poisson;

— l'implantation et l'exploitation d'une installation d'élimination de déchets animaux;

— l'extension ou la modification des activités de ces installations ou toute transformation de celles-ci lorsqu'elles sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

§ 2. L'autorisation comme installation de valorisation ou d'élimination vaut autorisation comme installation de prétraitement et comme installation de regroupement. L'autorisation comme installation de prétraitement vaut autorisation comme installation de regroupement.

§ 3. L'autorisation comme installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets animaux ne peut être accordée qu'à un exploitant agréé à cet effet, conformément aux dispositions du chapitre IV.

Section 2. — Des conditions et modalités de l'autorisation

Art. 6. L'autorisation est soumise aux conditions et modalités prévues à la présente section, ainsi qu'aux articles 6 à 9 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Art. 7. Pour toute installation de regroupement et/ou de prétraitement de déchets animaux, il doit être satisfait aux conditions suivantes :

— répondre aux conditions prévues à l'annexe Ire, chapitre Ier, 1 a et b, 2, 3 et 4;

— traiter et entreposer les déchets animaux conformément à l'annexe Ire, chapitre III, 1, 2, 4 et 5.

Art. 8. Pour toute installation de valorisation, il doit être satisfait aux conditions suivantes :

1° répondre aux conditions prévues à l'annexe Ire, chapitre Ier;

2° traiter, transformer et entreposer les déchets animaux conformément à l'annexe Ire, chapitre II,

3° faire en sorte que les produits de transformation répondent aux conditions prévues à l'annexe Ire, chapitre III;

4° prélever des échantillons représentatifs dans chaque lot transformé, en vue de vérifier le respect des normes microbiologiques fixées pour le produit à l'annexe Ire, chapitre III, et l'absence de résidus physico-chimiques;

5° veiller à ce que les points sensibles de l'installation soient identifiés et contrôlés;

6° enregistrer les résultats des différents contrôles et tests et les conserver pendant une période de deux ans au moins en vue de la présenter à la demande de la Division des pollutions industrielles;

7° mettre en place un système permettant d'établir une relation entre le lot expédié et le moment de la production de ce lot;

8° lorsque les résultats d'un test sur échantillons requis en vertu du point 4° ne sont pas conformes à l'annexe Ire, chapitre III, l'exploitant de l'installation doit :

- en informer immédiatement la Division des pollutions industrielles;
- rechercher les causes de ces manquements;

— s'assurer que les matières contaminées ou suspectées de l'être ne quittent pas l'usine avant d'avoir été soumises à une nouvelle transformation sous la surveillance directe de la Division des pollutions industrielles et que de nouveaux échantillons aient officiellement été prélevés, afin de se conformer aux contrôles microbiologiques prévus à l'annexe Ire, chapitre III; s'il est impossible pour quelque raison que ce soit de leur faire subir une nouvelle transformation, ces matières doivent être utilisées à des fins autres que l'alimentation des animaux.

Art. 9. Pour toute installation d'élimination par incinération, il doit être satisfait aux conditions suivantes :

- 1° faire usage d'un processus de combustion réglé de manière à obtenir une combustion complète des déchets;
- 2° manipuler, stocker et gérer les déchets et résidus de combustion sans porter atteinte ni au sol, ni à la flore, ni à la faune, ni à l'air, ni aux eaux de surface, ni aux eaux souterraines, ni à la santé de l'homme;
- 3° prendre les précautions nécessaires pour veiller au bon fonctionnement et à la propreté de l'installation.

Section 3. — De la procédure d'introduction et d'examen de la demande et de la modification des conditions de l'autorisation, de sa suspension et de son retrait

Art. 10. La procédure d'introduction et d'examen de la demande est soumise aux dispositions prévues aux articles 10 à 28 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

CHAPITRE III. — De la collecte et du transport des déchets animaux

Section Ire. — Principe de l'agrément

Art. 11. § 1er. Les collecteurs et transporteurs de déchets animaux sont soumis à agrément préalable. Cet agrément est accordé pour une durée qu'il précise et qui ne peut excéder cinq ans.

§ 2. Par dérogation au § 1er, le vétérinaire et le détenteur d'un animal de compagnie sont soustraits à l'obligation d'agrément lorsqu'ils transportent cet animal de compagnie vers une installation visée à l'article 5 du présent arrêté.

§ 3. La liste des collecteurs et des transporteurs de déchets animaux agréés est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

Section 2. — Conditions de l'agrément, procédure d'introduction et d'examen de la demande, modification des conditions de l'agrément, suspension et retrait

Art. 12. L'agrément est soumis aux dispositions des articles 32 à 41 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Section 3. — Conditions de la collecte et du transport

Art. 13. § 1er. Les déchets animaux doivent être ramassés par les collecteurs dans les deux jours ouvrables de l'appel visé à l'article 4.

§ 2. Le fonctionnaire technique peut décider de ramener le délai prévu au § 1er à 24 heures pour les déchets animaux à haut risque.

§ 3. Lorsqu'au moment de la collecte, les déchets animaux ne se trouvent plus en la possession de leur détenteur originel, le collecteur est tenu d'en avvertir le fonctionnaire technique.

Art. 14. § 1er. Les déchets animaux doivent être transportés dans des récipients et véhicules appropriés empêchant les écoulements. Ces récipients et véhicules doivent être convenablement recouverts.

§ 2. Les véhicules, bâches et récipients réutilisables doivent être conservés en bon état de propreté.

Art. 15. Lorsque certains produits à base de viande, de lait ou de poisson qui ne sont pas destinés à la consommation humaine et qui proviennent d'animaux ou de poissons dont la chair ou le lait ont été déclarés propres à la consommation humaine, sont transportés directement en vrac vers une installation visée à l'article 5, les informations relatives à l'origine, au nom et à la nature des déchets animaux, ainsi que les mots « impropres à la consommation humaine », doivent également figurer, en lettres d'au moins deux centimètres de hauteur, sur une étiquette attachée au récipient, aux cartons ou à tout autre emballage.

CHAPITRE IV. — De l'agrément des exploitants d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation des déchets animaux

Section Ire. — Principe de l'agrément

Art. 16. § 1er. Le regroupement, le prétraitement, l'élimination ou la valorisation des déchets animaux ne peut être effectué que par des exploitants agréés d'installations de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation.

§ 2. L'agrément comme exploitant d'une installation d'élimination ou de valorisation vaut agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement et comme exploitant d'une installation de regroupement. L'agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement vaut agrément comme exploitant d'une installation de regroupement.

§ 3. L'agrément est accordé pour une durée qu'il précise et qui ne peut excéder la durée de l'autorisation d'exploiter.

Art. 17. La liste des exploitants agréés d'installations de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets animaux est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

Section 2. — Conditions de l'agrément, procédure d'introduction et d'examen de la demande, modification des conditions de l'agrément, suspension et retrait

Art. 18. L'agrément est soumis aux dispositions des articles 45 à 58 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques et dangereux.

CHAPITRE V

*Des informations relatives à la détention et la livraison de déchets animaux**Section 1re. — Du registre des déchets animaux*

Art. 19. Tout collecteur de déchets animaux ou tout exploitant d'une installation autorisée conformément au présent arrêté, tient un registre dont le modèle est établi par l'Office et le garde pendant cinq ans au moins à la disposition du fonctionnaire technique.

Art. 20. Le registre contient les indications suivantes :

1. En ce qui concerne le collecteur :
 - a) l'identité complète et l'adresse du détenteur des déchets collectés;
 - b) la nature et la quantité des déchets collectés;
 - c) la date de prise en charge;
 - d) l'identification précise du transporteur agréé et du moyen de transport utilisé;
 - e) la destination des déchets;
 - f) la date de livraison.
2. En ce qui concerne l'exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation :
 - a) l'identité complète et l'adresse du détenteur et du collecteur ainsi que celles de chacun des opérateurs intermédiaires s'il échet;
 - b) la nature et la quantité des déchets réceptionnés;
 - c) la date d'entrée dans l'installation;
 - d) le type de prétraitement, de valorisation ou d'élimination subi par les déchets;
 - e) la destination des déchets;
 - f) la date de livraison.

Section 2. — Du formulaire de transport de déchets animaux

Art. 21. Tout détenteur de déchets toxiques ou dangereux est tenu lors de chaque transport, d'en faire la déclaration à l'Office. Le formulaire ainsi que les modalités de déclaration sont déterminés par le Ministre, sur la proposition de l'Office.

Art. 22. Le formulaire accompagne les déchets jusqu'à l'installation destinataire qui peut être un centre d'élimination ou de valorisation des déchets.

Le détenteur, les divers opérateurs intermédiaires et l'exploitant de l'installation destinataire complètent successivement le formulaire au moment de la prise en charge des déchets. Ils en conservent chacun un exemplaire complété par l'intermédiaire suivant et tiennent ce document pendant cinq ans au moins à la disposition du fonctionnaire technique.

Art. 23. Lors de la réception des déchets par le collecteur ou l'exploitant, celui-ci transcrit les informations consignées sur le formulaire du transporteur dans le registre visé à l'article 19.

CHAPITRE VI. — *Surveillance et dispositions pénales*

Art. 24. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et réprimées conformément au décret.

Art. 25. Celui qui ne respecte pas les conditions d'autorisation ou d'agrément prévues par le présent arrêté est puni des peines visées à l'article 51, § 1er, 4^o, du décret.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives, transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 26. Tout exploitant d'une installation visée à l'article 5 est tenu de se conformer aux dispositions du présent arrêté dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de celui-ci.

Art. 27. § 1er. Tout agrément obtenu en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques et dangereux avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et permettant la collecte ou le transport des déchets animaux vaut agrément en qualité de collecteur ou de transporteur de déchets animaux au sens du présent arrêté.

§ 2. Par dérogation au § 1er, l'Office peut proposer au Ministre des modifications aux différents agréments existants si les conditions précédemment imposées, sont non conformes avec le présent arrêté. Le Ministre doit notifier sa décision dûment motivée dans l'année de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 28. L'examen des dossiers d'agrément en cours d'instruction est poursuivi conformément à la procédure instaurée par le présent arrêté.

Art. 29. § 1er. Pour l'implantation, l'exploitation, l'extension ou la modification des installations autorisées en vertu de l'article 5, les dispositions des chapitres Ier et II du Règlement général pour la protection du travail ne sont plus applicables en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement.

§ 2. Les articles 1er à 6, 7, alinéa 1er, et 9 de l'arrêté du Régent du 24 janvier 1946 relatif à l'enlèvement des cadavres d'animaux impropres à la consommation, sont abrogés.

Art. 30. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe Ire

Conditions d'hygiène requises des installations de regroupement, de prétraitement, de valorisation et d'élimination de déchets animaux

CHAPITRE Ier. — Conditions d'autorisation des installations de regroupement, de prétraitement, de valorisation et d'élimination de déchets animaux

1. Les locaux et les équipements doivent répondre au moins aux conditions suivantes :
- Les locaux de l'installation doivent être convenablement séparés de la voie publique et d'autres locaux tels que des abattoirs. Les locaux destinés au traitement des déchets animaux à haut risque ne doivent pas se trouver sur le même site qu'un abattoir, sauf s'ils sont dans une partie de bâtiment totalement séparée. Les personnes non autorisées ou les animaux ne peuvent accéder à l'usine;
 - L'installation doit avoir un secteur « propre » et un secteur « souillé » convenablement séparés. Le secteur souillé doit disposer d'une aire couverte pour réceptionner les déchets animaux et être construit de façon à pouvoir être facilement nettoyé et désinfecté. Les sols doivent être conçus de manière à faciliter l'écoulement. Le secteur souillé doit, le cas échéant, comporter des équipements appropriés pour dépouiller ou épiler les animaux, ainsi qu'un local d'entreposage des cuirs;
 - L'installation doit avoir une capacité et une production d'eau chaude et de vapeur suffisantes pour le traitement ou la transformation des déchets animaux conformément au chapitre II;
 - Le secteur souillé doit contenir le cas échéant une installation permettant de réduire le volume des déchets animaux et une installation pour amener les déchets animaux dans l'unité de transformation;
 - Les déchets animaux doivent être transformés selon le cas dans une installation fermée, conformément au chapitre II. Lorsqu'un traitement thermique est requis, cette installation doit être dotée des équipements suivants :
 - un équipement de mesurage pour contrôler la température et, si nécessaire, la pression aux points sensibles;
 - des enregistreurs pour enregistrer en permanence le résultat des mesures;
 - un système adéquat de sécurité pour empêcher que la température soit insuffisante;
 - en vue d'empêcher toute recontamination de la matière finie qui a été transformée par les matières premières entrant dans l'unité de transformation, la partie de l'installation réservée au déchargement et à la transformation des matières premières doit être nettement séparée de celle réservée à la transformation ultérieure des matières traitées par la chaleur ainsi qu'à l'entreposage du produit fini transformé.
2. L'installation doit disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les déchets animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules — autres que les navires — dans lesquels ils sont transportés.
3. L'installation doit disposer d'installations adéquates permettant de désinfecter immédiatement les roues avant le départ des véhicules transportant les déchets animaux à haut risque ou quittant le secteur souillé de l'installation.
4. L'installation doit comporter un dispositif d'évacuation des eaux résiduelles répondant aux exigences d'hygiène et d'environnement.
5. L'installation doit avoir son propre laboratoire ou recourir aux services d'un laboratoire doté des équipements nécessaires pour les analyses essentielles, notamment pour l'examen de la conformité aux dispositions du chapitre III.

CHAPITRE II. — Hygiène des opérations dans les installations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination de déchets animaux

- Les déchets animaux doivent être traités le plus rapidement possible après leur arrivée. Ils doivent être convenablement entreposés jusqu'à leur traitement.
- Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des déchets animaux doivent être nettoyés, lavés et désinfectés après chaque usage.
- Les personnes travaillant dans le secteur souillé ne peuvent pas accéder au secteur propre sans changer de vêtements de travail et de chaussures ou sans désinfecter ces derniers. L'équipement et les ustensiles ne peuvent être transférés du secteur souillé au secteur propre.
- Les eaux résiduelles venant du secteur souillé doivent être traitées de manière qu'il n'y subsiste pas d'agents pathogènes.
- Des mesures de précaution doivent être prises systématiquement contre les oiseaux, les rongeurs, les insectes et autre vermine.
- Les déchets animaux doivent être transformés dans les conditions suivantes :
 - les déchets animaux à haut risque doivent être chauffés à une température à cœur d'au moins 133 °C pendant vingt minutes à une pression de 3 bar. La taille des particules de matières brutes avant traitement doit être réduite à 50 mm au moins à l'aide d'un appareil de préconcassage ou d'un broyeur;
 - des thermographes doivent être prévus aux points sensibles du procédé thermique pour contrôler le traitement par la chaleur;
 - d'autres systèmes de traitement thermique peuvent être utilisés à condition qu'ils soient reconnus comme offrant des garanties équivalentes en ce qui concerne la sécurité microbiologique.
 Ces autres systèmes de traitement thermique ne peuvent être agréés que si l'on a prélevé quotidiennement un échantillon du produit fini pendant une période d'un mois pour vérifier que les normes biologiques énoncées au chapitre III, points 1 et 2 sont respectées.
- Les installations et les équipements doivent être bien entretenus et les équipements de mesure étalonnés à intervalles réguliers.
- Les produits finis doivent être manipulés et entreposés de manière à prévenir toute recontamination.
- Les cuirs doivent être salés au chlorure de sodium.

CHAPITRE III

Conditions auxquelles doivent répondre les produits après valorisation

- Pour les déchets animaux à haut risque, les échantillons de produits finis prélevés immédiatement après le traitement thermique doivent être exempts de spores de bactéries pathogènes thermorésistantes (absence de *Clostridium perfringens* dans 1 g de produit).

2. Les échantillons des produits finis issus de déchets animaux à faible risque et de déchets animaux à haut risque doivent être prélevés pendant l'entreposage à l'installation de valorisation ou à l'issue de celui-ci pour garantir que lesdits produits répondent aux normes suivantes :

Salmonelles : absence dans 25 g $n = 5$, $c = 0$, $m = 0$, $M = 0$

Enterobacteriaceae $n = 5$, $c = 2$, $m = 10$, $M = 3 \times 10^2/g$

n = nombre d'unités constituant l'échantillon

m = valeur-seuil pour le nombre de bactéries; le résultat est considéré comme satisfaisant si le nombre de bactéries dans la totalité des unités d'échantillon n'excède pas m

M = valeur maximum du nombre de bactéries; le résultat est considéré comme non satisfaisant si le nombre de bactéries dans une ou plusieurs unités d'échantillon est égal ou supérieur à M

c = nombre d'unités d'échantillon dans lequel le nombre de bactéries peut se situer entre m et M , l'échantillon étant toujours considéré comme acceptable si le nombre de bactéries dans les autres unités d'échantillon est égal ou inférieur à m .

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux.

Namur, le 21 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe II

CHAPITRE Ier

Doivent être considérés comme déchets animaux à haut risque :

a) tous les bovins, les porcins, les caprins, les ovins, les solipèdes, les volailles et tous les autres animaux détenus à des fins de production agricole, morts mais non abattus aux fins de la consommation humaine, sur l'exploitation, y compris les animaux morts nés ou non arrivés à terme et tout autre cadavre d'animal désigné par le Ministre comme présentant des risques sérieux de propagation de maladies transmissibles aux animaux ou à l'homme;

b) les déchets animaux visés au point a détenus par des particuliers;

c) les animaux mis à mort dans le cadre de mesures de lutte contre les maladies, soit dans l'exploitation, soit en tout autre endroit désigné par le Ministre;

d) les déchets, y compris le sang provenant d'animaux présentant, lors de l'inspection vétérinaire effectuée lors de l'abattage, des signes cliniques de maladies transmissibles à l'homme ou à d'autres animaux;

e) toutes parties d'un animal ayant fait l'objet d'abattage régulier et qui n'ont pas été présentées à l'inspection post-mortem, à l'exception des cuirs, des peaux, des onglons, des plumes, de la laine, des cornes, du sang et des produits similaires;

f) toute viande, viandes de volailles, tout poisson, gibier et toute denrée d'origine animale avariés qui présentent de ce fait des risques pour la santé des personnes et des animaux;

g) les animaux, viandes fraîches, viandes de volaille, poisson, gibier et produits carnés et laitiers importés de pays non membre de la Communauté européenne qui, lors des contrôles prévus par la législation vétérinaire, ne répondent pas aux exigences requises pour leur importation dans la Communauté européenne, sauf s'ils sont réexportés, ou si leur importation est acceptée sous réserve des restrictions prévues dans les dispositions communautaires;

h) les animaux d'élevage morts en cours de transport, en ce compris les cas d'abattage d'urgence ordonnés pour des motifs de bien-être;

i) les déchets animaux contenant des résidus de substances susceptibles de mettre en danger la santé des personnes ou des animaux : lait, viande ou produits d'origine animale qui, du fait de la présence desdits résidus, sont impropres à la consommation humaine;

j) poissons présentant des signes cliniques de maladies transmissibles à l'homme ou aux poissons;

k) les déchets animaux à faible risque qui ont été en contact ou sont mélangés avec des déchets animaux à haut risque.

CHAPITRE II

Doivent être considérés comme déchets animaux à faible risque :

a) dans la mesure où ils entrent dans la fabrication d'aliments pour animaux, les produits exclus de la liste des déchets animaux à haut risque, au chapitre Ier, e;

b) les poissons capturés en haute mer aux fins de production de farine de poisson;

c) les abats frais de poissons qui proviennent d'usines fabriquant des produits à base de poissons destinés à la consommation humaine.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux.

Namur, le 21 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 49

[C — 27596]

21. OKTOBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung über tierische Abfälle

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 100 und 35;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 90/667/EWG vom 27. November 1990 zum Erlaß veterinärrechtlicher Vorschriften für die Beseitigung, Verarbeitung und Vermarktung tierischer Abfälle und zum Schutz von Futtermitteln tierischen Ursprungs, auch aus Fisch, gegen Krankheits-erreger sowie zur Änderung der Richtlinie 90/425/EWG;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete vom 9. April 1987, vom 30. Juni 1988, vom 4. Juli 1991 und vom 25. Juli 1991, und teilweise durch den Entscheid des Schiedshofes vom 5. April 1990 annulliert;

Aufgrund der Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und 27. September 1947 zur Genehmigung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung;

Aufgrund des Regentenerlasses vom 24. Januar 1946 über das Entfernen von Tierkörpern, die nicht zum Verzehr geeignet sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle vom 28. Oktober 1992;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates vom 17. März 1993;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Notwendigkeit, die Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 90/667/EWG so schnell wie möglich zu übertragen;

In der Erwägung, daß diese Übertragung in der Tat nicht innerhalb der durch die Richtlinie vorgeschriebenen Frist vorgenommen werden konnte, weil keine ausdrückliche Bestätigung der zuständigen regionalen Behörde in dieser Hinsicht erfolgt ist, daß diese Bestätigung seitdem im Rahmen der Arbeiten zur Vorbereitung des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur eingetreten ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses ist bzw. sind :

1. Dekret : das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete vom 9. April 1987, vom 30. Juni 1988, vom 4. Juli 1991 und vom 25. Juli 1991,

2. Minister : der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört,

3. tierische Abfälle : Kadaver, Körper oder Teile von Tieren, auch von Fischen, oder nicht unmittelbar für den Verzehr bestimmte Erzeugnisse tierischen Ursprungs, mit Ausnahme von tierischen Exkrementen und von Küchen- und Speiseabfällen,

4. gefährliche tierische Abfälle : die in Anlage II Kapitel I genannten tierischen Abfälle, bei denen eine ernsthafte Gefahr für die Gesundheit von Tier und Mensch vermutet wird,

5. wenig gefährliche tierische Abfälle : die nicht in Anlage II Kapitel I erwähnten tierischen Abfälle, bei denen keine ernsthafte Gefahr einer Übertragung von Krankheiten von Tier auf Tier oder vom Tier auf den Menschen besteht, und insbesondere diejenigen, die in Anlage II Kapitel II bestimmt sind,

6. Fachbeamter : der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder sein Beauftragter,

7. Heimtiere : Tiere, die der Mensch in seinem bzw. um sein Haus hält und zu seinem Vergnügen pflegt.

Art. 2. Vorliegender Erlaß gilt nicht für :

1. Friedhöfe und Verbrennungsanlagen für Heimtiere,

2. tierische Abfälle aus Laboratorien.

Art. 3. § 1. Niemand darf sich tierischer Abfälle entledigen, außer indem er sie einem Dritten übergibt, der die aufgrund des vorliegenden Erlasses zur Sammlung bzw. zur Beförderung tierischer Abfälle erforderliche Zulassung hat.

§ 2. Es ist einem Sammler bzw. Beförderer tierischer Abfälle verboten, sich tierischer Abfälle zu entledigen, außer indem er sie :

1. entweder einer entsprechend vorliegendem Erlaß ordnungsgemäß genehmigten Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Verwertungs- oder Beseitigungsanlage übergibt,

2. oder einer Anlage übergibt, deren Hauptaufgabe zwar nicht in der Behandlung tierischer Abfälle besteht, diese aber in einem Produktionsprozeß verwertet,

3. oder einer außerhalb des Gebietes der Wallonischen Region gelegenen Anlage übergibt, nachdem er sich vergewissert hat, daß diese Anlage den ihr durch die für sie geltenden Rechtsvorschriften auferlegten Bedingungen zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Verwertung oder zur Beseitigung dieser Abfälle entspricht,

§ 3. Besitzer von Heimtieren können sie aber auch :

1. entweder einem Tierarzt übergeben, der sich dieser Abfälle nur gemäß § 1 und § 2 entledigen kann,

2. oder in ein ihnen gehörendes Gut vergraben, sofern es sich nicht um gefährliche tierische Abfälle handelt,

3. oder einem Friedhof für Heimtiere oder einer Verbrennungsanlage für Heimtiere übergeben,

4. oder selbst einer gemäß vorliegendem Erlaß genehmigten Anlage liefern.

§ 4. Der Minister kann notfalls unter den von ihm bestimmten Bedingungen beschließen, daß gefährliche tierische Abfälle durch Verbrennen oder durch Vergraben beseitigt werden müssen, wenn :

1. die Beförderung von tierischen Abfällen, die mit einer Tierseuche infiziert sind oder bei denen Verdacht auf eine solche Infektion besteht, bis zur nächsten Anlage wegen der sich daraus ergebenden Gefahr der Verbreitung von Gesundheitsrisiken verweigert wird,

2. die tierischen Abfälle mit einer schweren Krankheit infiziert oder Verdacht auf eine solche Krankheit besteht oder wenn sie Rückstände aufweisen, welche die menschliche und tierische Gesundheit bedrohen und eine unzureichende Hitzebehandlung unbeschadet überstehen könnten,

3. eine weitverbreitete Tierseuche zu einer Überbelastung der Verwertungs- bzw. Beseitigungsanlage führt,
4. die betreffenden tierischen Abfälle aus schwer zugänglichen Orten stammen,
5. die Menge und die zurückzulegende Entfernung das Abholen nicht rechtfertigen.

Die tierischen Abfälle dürfen nicht vergraben werden, wenn dadurch die Gefahr einer Verseuchung des aufbereitbaren Wassers entstehen könnte. Sie dürfen nicht in Präventivzonen im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser vergraben werden.

§ 5. In Abweichung von § 1 und von § 2 kann der Minister in Einzelfällen nach Gutachten des mit der Veterinärinspektion beauftragten Ministers und unter den Bedingungen, die er bestimmt, genehmigen, daß :

1. tierische Abfälle zu wissenschaftlichen Zwecken verwendet werden,
2. tierische Abfälle gemäß Anlage II Kapitel I Buchstaben *a* und *e* von Tieren, die nicht aufgrund einer meldepflichtigen Krankheit oder des Verdachts auf eine solche Krankheit geschlachtet worden sind, sowie wenig gefährliche tierische Abfälle für die Fütterung von Zoo-, Zirkus- oder Pelztieren und von Jagdhunden in anerkannten Jagdmeuten sowie für die Madenzucht verwendet werden.

Der Minister unterrichtet die Kommission der Europäischen Gemeinschaften jährlich von den aufgrund des vorliegenden Paragraphen getroffenen Abweichungsmaßnahmen und teilt ihr mit, in welcher Weise er überwacht, daß diese Abfälle nicht anderen Verwendungen zugeführt werden.

Art. 4. § 1. Der Besitzer solcher Abfälle muß sich binnen vierundzwanzig Stunden nach Entstehung dieser Abfälle an einen zugelassenen Sammler wenden.

§ 2. Bis zur Sammlung müssen die tierischen Abfälle so zwischengelagert werden, daß die Gefahr einer Kontamination von Mensch oder Tier und einer Verschmutzung der Umwelt vermieden wird.

Der Minister bestimmt gegebenenfalls die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen.

KAPITEL II. — Genehmigung zur Ansiedlung und zur Betreibung einer Zusammenstellungs-, einer Vorbehandlungs- oder einer Verwertungsanlage

Abschnitt 1. — Prinzip der Genehmigung

Art. 5. § 1. Genehmigungspflichtig sind :

- die Ansiedlung und die Betreibung einer Anlage für die Zusammenstellung bzw. die Vorbehandlung tierischer Abfälle, die von Drittpersonen stammen,
- die Ansiedlung und die Betreibung einer nicht in einen industriellen Produktionsprozeß eingegliederten spezifischen Anlage für die Verwertung tierischer Abfälle im Hinblick auf die Abtötung der Krankheitserreger bzw. Herstellung von Zutaten für Futtermittel oder von Fischmehl,
- die Ansiedlung und die Betreibung einer Anlage für die Beseitigung tierischer Abfälle,
- die Erweiterung oder die Änderung der Tätigkeiten oder jeder Umbau dieser Anlagen, wenn sie die Umwelt gefährden können.

§ 2. Die Genehmigung für eine Verwertungs- oder Beseitigungsanlage hat den Wert einer Genehmigung für eine Vorbehandlungs- und Zusammenstellungsanlage. Die Genehmigung für eine Vorbehandlungsanlage hat den Wert einer Genehmigung für eine Zusammenstellungsanlage.

§ 3. Die Genehmigung für eine Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung tierischer Abfälle darf nur einem Betreiber erteilt werden, der gemäß den Bestimmungen von Kapitel IV zu diesem Zweck zugelassen worden ist.

Abschnitt 2. — Bedingungen und Modalitäten für die Genehmigung

Art. 6. Die Genehmigung unterliegt den durch vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten sowie den Artikeln 6 bis 9 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle.

Art. 7. Jede Anlage für die Zusammenstellung bzw. die Vorbehandlung tierischer Abfälle muß folgenden Bedingungen genügen :

- den Bedingungen von Anlage I Kapitel I Nr. 1 Buchstaben *a* und *b*, Nrn. 2, 3 und 4 entsprechen,
- die tierischen Abfälle gemäß Anlage I Kapitel III Nrn. 1, 2, 4 und 5 behandeln und lagern.

Art. 8. Jede Verwertungsanlage muß folgenden Bedingungen genügen :

1. den Bedingungen von Anlage I Kapitel I entsprechen,
2. die tierischen Abfälle gemäß Anlage I Kapitel II behandeln, verarbeiten und lagern,
3. gewährleisten, daß die Verarbeitungserzeugnisse den Vorschriften von Anlage I Kapitel III entsprechen,
4. Stichproben aus jeder verarbeiteten Partie entnehmen, um nachzuprüfen, daß die mikrobiologischen Normen im Sinne von Anlage I Kapitel III eingehalten werden und daß keine physikalisch-chemischen Rückstände vorhanden sind,
5. dafür sorgen, daß die kritischen Stellen der Anlage bestimmt und kontrolliert werden,
6. die Ergebnisse der einzelnen Kontrollen und Untersuchungen aufzeichnen und der Abteilung Industrielle Umweltschäden wenigstens zwei Jahre lang zur Einsicht zur Verfügung halten,
7. ein System schaffen, mit dem sich eine Verbindung zwischen der versandten Partie und dem Herstellungszeitpunkt feststellen läßt,
8. entsprechen die Ergebnisse einer gemäß Nr. 4 erforderlichen Probeuntersuchung nicht Anlage I Kapitel III, so muß der Betreiber der Anlage :
 - die Abteilung Industrielle Umweltschäden unverzüglich davon in Kenntnis setzen,
 - die Ursachen dieser Mängel ermitteln,
 - sicherstellen, daß die Stoffe, die infiziert sind oder bei denen Verdacht auf Infektion besteht, nicht den Betrieb verlassen, bevor sie einer erneuten Verarbeitung unter direkter Aufsicht der Abteilung Industrielle Umweltschäden unterzogen worden sind, und daß zwecks Durchführung der mikrobiologischen Kontrollen gemäß Anlage I Kapitel III offiziell neue Proben genommen worden sind; können die infizierten Stoffe aus irgendeinem Grund nicht erneut verarbeitet werden, so müssen sie für andere Zwecke als Futtermittelzwecke verwendet werden.

Art. 9. Jede Anlage, in der tierische Abfälle durch Verbrennen beseitigt werden, muß folgenden Bedingungen genügen :

1. ein Verbrennungsverfahren anwenden, bei dem die Abfälle vollkommen verbrannt werden,
2. beim Umgang mit den Verbrennungsabfällen und -rückständen, bei ihrer Lagerung und ihrer Behandlung weder Boden, noch Flora, Fauna, Luft, Oberflächenwasser, Grundwasser und menschliche Gesundheit gefährden,
3. die erforderlichen Vorkehrungen treffen, damit die Anlage gut funktioniert und sauber bleibt.

Abschnitt 3. — Verfahren zur Einreichung und zur Bearbeitung des Antrags und Änderung der Bedingungen der Genehmigung, zeitweilige Aufhebung und Entzug der Genehmigung

Art. 10. Das Verfahren zur Einreichung und zur Bearbeitung des Antrags unterliegt den Bestimmungen der Artikel 10 bis 28 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle.

KAPITEL III. — Sammlung und Beförderung tierischer Abfälle

Abschnitt 1. — Prinzip der Zulassung

Art. 11. § 1. Sammler und Beförderer tierischer Abfälle müssen vorher zugelassen werden. Diese Zulassung wird für eine durch sie bestimmte Dauer von höchstens fünf Jahren erteilt.

§ 2. In Abweichung von § 1 unterliegen der Tierarzt und der Besitzer eines Heimtiers keiner Zulassung, wenn sie dieses Heimtier zu einer in Artikel 5 vorliegenden Erlasses erwähnten Anlage transportieren.

§ 3. Die Liste der zugelassenen Sammler und Beförderer tierischer Abfälle wird jedes Jahr im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 2. — Zulassungsbedingungen, Verfahren zur Einreichung und zur Bearbeitung des Antrags und Änderung der Bedingungen der Zulassung, zeitweilige Aufhebung und Entzug der Zulassung

Art. 12. Die Zulassung unterliegt den Bestimmungen der Artikel 32 bis 41 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle.

Abschnitt 3. — Bedingungen für die Sammlung und die Beförderung tierischer Abfälle

Art. 13. § 1. Tierische Abfälle müssen binnen zwei Werktagen nach der in Artikel 4 gemeinten Aufforderung von den Sammlern abgeholt werden.

§ 2. Der Fachbeamte kann beschließen, die in § 1 vorgesehene Frist für gefährliche tierische Abfälle auf 24 Stunden herabzusetzen.

§ 3. Wenn tierische Abfälle zum Zeitpunkt der Sammlung nicht mehr im Besitz ihres ursprünglichen Besitzers sind, muß der Sammler den Fachbeamten davon in Kenntnis setzen.

Art. 14. § 1. Tierische Abfälle müssen in geeigneten Behältnissen und Fahrzeugen, die nicht lecken können, befördert werden. Diese Behältnisse und Fahrzeuge müssen ausreichend abgedeckt sein.

§ 2. Die Fahrzeuge, die Planen und die wiederverwendbaren Behältnisse müssen saubergehalten werden.

Art. 15. Werden gewisse nicht zum Verzehr bestimmte Fleisch-, Milch- bzw. Fischerzeugnisse, welche von Tieren, auch Fischen, stammen, deren Fleisch oder Milch zum Verzehr zugelassen worden ist, unmittelbar unverpackt zu einer in Artikel 5 erwähnten Anlage befördert, so müssen die Angaben über den Ursprung, die Bezeichnung und die Art der tierischen Abfälle, sowie die Worte « zum Verzehr ungeeignet » in Buchstaben mit einer Mindesthöhe von zwei Zentimetern auf einem Etikett angegeben werden, das auf dem Behältnis, dem Karton oder jedem sonstigen Verpackungsmaterial angebracht ist.

KAPITEL IV. — Zulassung der Betreiber von Anlagen für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung tierischer Abfälle

Abschnitt 1. — Prinzip der Zulassung

Art. 16. § 1. Die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung tierischer Abfälle darf nur von zugelassenen Betreibern von Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlagen vorgenommen werden.

§ 2. Die Zulassung für die Betreibung einer Beseitigungs- oder Verwertungsanlage hat den Wert einer Zulassung für die Betreibung einer Vorbehandlungsanlage und für die Betreibung einer Zusammenstellungsanlage. Die Zulassung für die Betreibung einer Vorbehandlungsanlage hat den Wert einer Zulassung für die Betreibung einer Zusammenstellungsanlage.

§ 3. Die Zulassung wird für eine durch sie bestimmte Dauer erteilt, die nicht über die Dauer der Betriebsgenehmigung hinausgehen darf.

Art. 17. Die Liste der zugelassenen Betreiber von Anlagen für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung tierischer Abfälle wird jedes Jahr im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 2. — Zulassungsbedingungen, Verfahren zur Einreichung und zur Bearbeitung des Antrags und Änderung der Bedingungen der Zulassung, zeitweilige Aufhebung und Entzug der Zulassung

Art. 18. Die Zulassung unterliegt den Bestimmungen der Artikel 45 bis 58 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle.

KAPITEL V. — Auskünfte über den Besitz und die Abgabe tierischer Abfälle

Abschnitt 1. — Nachweisbuch über die tierischen Abfälle

Art. 19. Jeder Sammler tierischer Abfälle oder jeder Betreiber einer gemäß vorliegendem Erlaß genehmigten Anlage führt ein Nachweisbuch, dessen Muster vom Amt bestimmt wird, und muß es wenigstens fünf Jahre lang dem Fachbeamten zur Verfügung halten.

Art. 20. Das Nachweisbuch enthält folgende Angaben :

1. in bezug auf den Sammler :

- a) die vollständige Identität und die Adresse des Besitzers der gesammelten Abfälle,
- b) die Art und die Menge der gesammelten Abfälle,
- c) das Datum der Übernahme,
- d) die genaue Identifizierung des zugelassenen Beförderers und des benutzten transportmittels,
- e) die Bestimmung der Abfälle,
- f) das Datum der Abgabe.

2. in bezug auf den Betreiber einer Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlage :

- a) die vollständige Identität und die Adresse des Besitzers und des Sammlers sowie gegebenenfalls der Beteiligten an den Zwischenstadien,
- b) die Art und die Menge der übernommenen Abfälle,
- c) das Datum des Eingangs in der Anlage,

- d) die Art und Weise, wie die Abfälle vorbehandelt, verwertet bzw. beseitigt werden,
- e) die Bestimmung der Abfälle,
- f) das Datum der Abgabe.

Abschnitt 2. — Formular für die Beförderung tierischer Abfälle

Art. 21. Jeder Besitzer giftiger oder gefährlicher Abfälle muß dem Amt bei jeder Beförderung Meldung darüber machen. Das Formular sowie die Modalitäten für die Meldung werden auf Vorschlag des Amtes vom Minister festgelegt.

Art. 22. Das Formular begleitet die Abfälle bis zu der betreffenden Anlage, die ein Abfallbeseitigungs- oder ein Abfallverwertungszentrum sein kann.

Der Besitzer, der Betreiber der Anlage, in der die tierischen Abfälle angenommen werden, und die verschiedenen Beteiligten an den Zwischenstadien füllen das Formular nacheinander zum Zeitpunkt aus, wo sie die Abfälle übernehmen. Jeder behält ein vom nächsten Beteiligten ausgefülltes Exemplar dieses Formulars und hält dem Fachbeamten dieses Dokument mindestens fünf Jahre lang zur Verfügung.

Art. 23. Beim Empfang der Abfälle überträgt der Sammler bzw. der Betreiber die auf dem Formular des Beförderers vermerkten Angaben in das in Artikel 19 erwähnte Nachweisbuch.

KAPITEL VI. — Überwachung und strafrechtliche Bestimmungen

Art. 24. Verstöße gegen vorliegenden Erlaß werden gemäß dem Dekret ermittelt, festgestellt und geahndet.

Art. 25. Wer die Genehmigungs- bzw. die Zulassungsbedingungen, die im vorliegenden Erlaß vorgesehen sind, nicht einhält, wird mit den in Artikel 51 § 1 Nr. 4 des Dekrets erwähnten Strafen belegt.

KAPITEL VI. — Abänderungs-, Übergangs-, Aufhebungs- und Schlußbestimmungen

Art. 26. Jeder Betreiber einer in Artikel 5 erwähnten Anlage muß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses binnen sechs Monaten nach dessen Inkrafttreten nachkommen.

Art. 27. § 1. Jede Zulassung, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle erteilt worden ist und mit der die Sammlung oder die Beförderung tierischer Abfälle erlaubt wird, hat den Wert einer Zulassung für die Sammlung bzw. die Beförderung tierischer Abfälle im Sinne des vorliegenden Erlasses.

§ 2. In Abweichung von § 1 kann das Amt dem Minister Änderungen an den einzelnen bestehenden Zulassungen vorschlagen, wenn die davor auferlegten Bedingungen nicht dem vorliegenden Erlaß entsprechen. Der Minister muß seinen ordnungsgemäß mit Gründen versehenen Beschluß innerhalb des Jahres mitteilen, in dem vorliegender Erlaß in Kraft tritt.

Art. 28. Die Prüfung der Zulassungsakten, die gerade untersucht werden, wird gemäß dem durch vorliegenden Erlaß eingeführten Verfahren fortgesetzt.

Art. 29. § 1. Für die Ansiedlung, die Betreibung, die Erweiterung oder die Änderung der aufgrund von Artikel 5 genehmigten Anlagen finden die Bestimmungen der Kapitel I und II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung keine Anwendung mehr, was den Schutz der Nachbarschaft und der Umwelt betrifft.

§ 2. Die Artikel 1 bis 6, 7 Absatz 1 und 9 des Regentenerlasses vom 24. Januar 1946 über das Entfernen von Tierkörpern, die nicht zum Verzehr geeignet sind, werden aufgehoben.

Art. 30. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage I

Hygienevorschriften für Anlagen für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Verwertung und die Beseitigung tierischer Abfälle

KAPITEL I. — Zulassungsvorschriften für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Verwertung und die Beseitigung tierischer Abfälle

1. Die Räumlichkeiten und Ausrüstungen müssen mindestens folgenden Vorschriften entsprechen :

a) die Räumlichkeiten der Anlage müssen von öffentlichen Straßen und anderen Räumlichkeiten wie Schlachthöfen ausreichend getrennt sein. Räumlichkeiten für die Behandlung gefährlicher tierischer Abfälle dürfen sich nicht am selben Ort wie Schlachthöfe befinden, es sei denn, es handelt sich um einen vollständig getrennten Gebäudeteil; unbefugte Personen oder Tiere dürfen keinen Zugang zum Betrieb haben,

b) die Anlage verfügt über einen « reinen » und einen « unreinen » Teil, die ausreichend voneinander getrennt sind. Der unreine Teil muß über einen abgedeckten Ort verfügen, um die tierischen Abfälle aufzunehmen, und muß so gebaut sein, daß er leicht zu reinigen und zu desinfizieren ist. Die Fußböden müssen so beschaffen sein, daß Flüssigkeit ohne weiteres abfließt.

Falls erforderlich, muß der unreine Teil über angemessene Einrichtungen für das Häuten oder Enthaaren der Tiere und einen Lagerraum für die Häute verfügen,

c) es muß eine ausreichende Kapazität zur Warmwasser- und Dampferzeugung für die Behandlung bzw. die Verarbeitung von tierischen Abfällen gemäß Kapitel II vorhanden sein,

d) falls erforderlich, muß der unreine Teil über eine Anlage zur Zerkleinerung der tierischen Abfälle und eine Anlage zur Beförderung der zerkleinerten tierischen Abfälle in die Verarbeitungseinheit verfügen,

e) es muß eine geschlossene Anlage vorhanden sein, in der die tierischen Abfälle gemäß Kapitel II verarbeitet werden. Ist eine Hitzebehandlung erforderlich, so muß diese Anlage über folgendes verfügen :

— Meßgeräte zur Messung der Temperatur und — falls erforderlich — des Drucks an kritischen Stellen,

- Aufzeichnungsgeräte zur ständigen Aufzeichnung der Meßergebnisse,
 - ein angemessenes Sicherheitssystem, um eine unzureichende Erhitzung zu vermeiden,
 - f) um eine erneute Kontaminierung der verarbeiteten Enderzeugnisse durch ankommende Rohstoffe zu vermeiden, muß der für das Abladen und die Verarbeitung der ankommenden Rohstoffe bestimmte Teil des Betriebs klar von den für die Weiterverarbeitung der erhitzten Stoffe und die Lagerung der verarbeiteten Enderzeugnisse bestimmten Teilen getrennt sein.
2. Die Anlage muß über ausreichende Einrichtungen zur Reinigung und Desinfizierung der Behältnisse oder Behälter, in denen die tierischen Abfälle eintreffen, und der Fahrzeuge — ausgenommen Schiffe —, in denen sie befördert werden, verfügen.
 3. Die Anlage muß über ausreichende Einrichtungen verfügen, die es ermöglichen, daß die Räder der Fahrzeuge, die gefährliche tierische Abfälle befördern oder die aus dem unreinen Teil der Anlage kommen, unmittelbar vor Verlassen der Anlage desinfiziert werden.
 4. In der Anlage muß eine Abwasserentsorgungsanlage vorhanden sein, die den Hygiene- und Umweltvorschriften entspricht.
 5. Die Anlage muß über ein eigenes Labor verfügen bzw. die Dienste eines Labors in Anspruch nehmen, das zur Durchführung der erforderlichen Analysen, insbesondere zur Überprüfung der Übereinstimmung mit Kapitel III, ausgerüstet ist.

KAPITEL II. — Hygienevorschriften für die Arbeitsvorgänge in Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Verwertungs- oder Beseitigungsanlagen für tierische Abfälle

1. Die tierischen Abfälle werden so bald wie möglich nach ihrem Eintreffen behandelt. Bis zu ihrer Behandlung müssen sie ordnungsgemäß gelagert werden.
2. Die zur Beförderung der tierischen Abfälle verwendeten Behältnisse, Behälter und Fahrzeuge müssen nach jeder Verwendung gesäubert, abgewaschen und desinfiziert werden.
3. Personen, die in dem unreinen Teil tätig sind, dürfen den reinen Teil nur betreten, wenn sie ihre Arbeitskleidung und Fußbekleidung wechseln bzw. die Fußbekleidung desinfizieren. Ausrüstungen und Geräte dürfen nicht vom unreinen Teil in den reinen Teil verbracht werden.
4. Abwässer aus dem unreinen Teil müssen einer Behandlung zur Abtötung aller Krankheitserreger unterzogen werden.
5. Es werden systematisch Vorbeugungsmaßnahmen gegen Vögel, Nagetiere, Insekten und anderes Ungeziefer getroffen.
6. Die tierischen Abfälle müssen unter nachstehenden Bedingungen verarbeitet werden :
 - a) Gefährliche tierische Abfälle müssen für die Dauer von zwanzig Minuten bei einem Druck von 3 bar auf eine Kerntemperatur von mindestens 133 °C erhitzt werden. Die Partikelgröße des Rohmaterials vor der Behandlung muß mit einem Zerkleinerungs- oder Mahlgerät auf mindestens 50 mm verringert werden.
 - b) Während der kritischen Phasen des Erhitzungsprozesses muß die Hitzebehandlung mit Thermographen überwacht werden.
 - c) Es können andere Systeme der Hitzebehandlung angewandt werden, sofern sie gleichwertige Garantien in bezug auf mikrobiologische Sicherheit bieten.
- Diese alternativen Hitzebehandlungssysteme können nur genehmigt werden, wenn von dem Enderzeugnis für die Dauer eines Monats täglich Proben genommen worden sind, um die Übereinstimmung mit den mikrobiologischen Normen des Kapitels III Nrn. 1 und 2 sicherzustellen.
7. Die Anlagen und Ausrüstungen müssen gut gewartet werden, und die Meßgeräte müssen regelmäßig geeicht werden.
8. Beim Umgang mit den Enderzeugnissen und bei deren Lagerung ist darauf zu achten, daß ein erneuter Befall mit Krankheitserregern ausgeschlossen ist.
9. Die Häute müssen mit Kochsalz behandelt werden.

KAPITEL III. — Vorschriften für die Erzeugnisse nach ihrer Verwertung

1. Bei gefährlichen tierischen Abfällen müssen Stichproben des Enderzeugnisses, die unmittelbar nach Abschluß der Erhitzung genommen worden sind, frei von krankheitserregenden hitzebeständigen Bakteriensporen sein (1 g frei von Clostridium perfringens).
2. Stichproben der Enderzeugnisse sowohl aus wenig gefährlichen als auch aus gefährlichen tierischen Abfällen müssen während oder am Ende der Lagerhaltung in der Verwertungsanlage genommen werden, damit sichergestellt ist, daß sie folgenden Normen entsprechen :

Salmonellen : 25 g frei von Salmonellen : $n = 5, c = 0, m = 0, M = 0$
 Enterobakterien : $n = 5, c = 2, m = 10, M = 3 \times 10^4$ in 1 g
 dabei sind :

n = Anzahl Probeinheiten, welche die Stichprobe ausmachen,
 m = Schwellenwert der Anzahl Bakterien; das Ergebnis gilt als zufriedenstellend, wenn die Anzahl Bakterien in allen Probeinheiten m nicht überschreitet,
 M = Höchstwert der Anzahl Bakterien; das Ergebnis gilt als nicht zufriedenstellend, wenn die Anzahl Bakterien in einer oder mehreren Probeinheiten größer oder gleich M ist,
 c = Anzahl Probeinheiten, in denen die Bakterienanzahl zwischen m und M liegt, wobei die Stichprobe noch als zulässig gilt, wenn die Bakterienanzahl in den anderen Probeinheiten m oder weniger beträgt.
- Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 21. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage II

KAPITEL I

Als gefährliche tierische Abfälle gelten :

- a) alle Rinder, Schweine, Ziegen, Schafe, Einhufer, jegliches Geflügel und alle anderen zur landwirtschaftlichen Erzeugung gehaltenen Tiere, die nicht zum Verzehr geschlachtet wurden, sondern im landwirtschaftlichen Betrieb verendet sind, einschließlich totgeborener und ungeborener Tiere sowie jedes anderen Kadavers, bei dem laut Minister die ernsthaftige Gefahr einer Übertragung von Krankheiten von Tier auf Tier oder vom Tier auf den Menschen besteht,
- b) unter Buchstabe a erwähnte tierische Abfälle, die Privatpersonen besitzen,
- c) im Rahmen von Maßnahmen zur Seuchenbekämpfung im landwirtschaftlichen Betrieb oder an einem anderen vom Minister bezeichneten Ort getötete Tiere,
- d) Abfälle, einschließlich Blut von Tieren, die bei der Schlachtuntersuchung klinische Anzeichen von für andere Tiere oder den Menschen ansteckenden Krankheiten zeigen,
- e) alle nicht der Fleischuntersuchung unterzogenen Teile eines regulär geschlachteten Tieres, ausgenommen Häute, Felle, Klauen, Federn, Wolle, Hörner, Blut und ähnliche Erzeugnisse,
- f) Fleisch, Geflügelfleisch, Fisch, Wild und Erzeugnisse tierischen Ursprungs, die verdorben sind und daher eine Gefahr für die Gesundheit von Mensch und Tier darstellen,
- g) Tiere, frisches Fleisch, Geflügelfleisch, Fisch, Wild sowie Fleisch- und Milcherzeugnisse, die aus nicht zur Europäischen Gemeinschaft gehörenden Ländern eingeführt wurden und die bei den in den veterinärrechtlichen Vorschriften vorgesehenen Kontrollen den tierseuchenrechtlichen Vorschriften für die Einfuhr in die Europäische Gemeinschaft nicht entsprechen, es sei denn, sie werden wieder ausgeführt, oder ihre Einfuhr wird im Rahmen der in den Gemeinschaftsbestimmungen festgelegten Beschränkungen zugelassen,
- h) während des Transports verendetes landwirtschaftliches Zuchtvieh, einschließlich der Fälle von Notschlachtungen aus ethischen Gründen,
- i) tierische Abfälle, die Rückstände von Stoffen enthalten, welche der menschlichen und tierischen Gesundheit schaden können, sowie Milch, Fleisch oder Erzeugnisse tierischen Ursprungs, die aufgrund des Vorhandenseins solcher Rückstände nicht für den Verzehr geeignet sind,
- j) Fisch, der klinische Anzeichen für eine auf den Menschen oder auf Fischen übertragbare Krankheit aufweist,
- k) wenig gefährliche tierische Abfälle, die mit gefährlichen tierischen Abfällen in Berührung waren bzw. vermischt wurden.

KAPITEL II

Als wenig gefährliche tierische Abfälle gelten :

- a) die gemäß Kapitel I Buchstabe e von der Liste der gefährlichen tierischen Abfälle ausgeschlossenen Erzeugnisse, sofern sie zur Futtermittelherstellung verwendet werden,
- b) auf offener See zum Zweck der Fischmehlerzeugung gefangener Fisch,
- c) frische Abfälle von Fisch, welche aus Betrieben stammen, die für den Verzehr bestimmte Fischerzeugnisse herstellen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle beigelegt zu werden.

Namur, den 21. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 49

[C — 27595]

21 OKTOBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering betreffende dierlijke afval

De Waalse Regering,

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot instelling van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op de richtlijn 90/687/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 november 1990 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de verwijdering en verwerking van dierlijke afval, voor het in de handel brengen van dierlijke afval en ter voorkoming van de aanwezigheid van ziekteverwekkers in diervoeders van dierlijke oorsprong (vissen daaronder begrepen) en tot wijziging van richtlijn 90/425/EEG;

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 juli 1991 en 25 juli 1991, en gedeeltelijk vernietigd bij het arrest van het Arbitragehof van 5 april 1990;

Gelet op de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947 houdende goedkeuring van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming;

Gelet op het besluit van de Regent van 24 januari 1946 betreffende de wegruiming van voor het verbruik ongeschikte dierenlijken;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie van 28 oktober 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State van 17 maart 1993;
Gelet op de dringende noodzaak, richtlijn 90/667/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen zo spoedig mogelijk om te zetten;

Overwegende dat die omzetting niet binnen de door de richtlijn voorgeschreven termijn kon plaatsvinden omdat de gewestelijke bevoegdheid terzake niet duidelijk was vastgelegd; dat de gewestelijke bevoegdheid sindsdien is vastgelegd in het kader van de voorbereidende werken van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 juli 1991 en 25 juli 1991;

2° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden leefmilieu behoort;

3° dierlijke afval : niet voor rechtstreekse menselijke consumptie bestemde geslachte dieren of dode vis, geheel dan wel delen daarvan, of produkten van dierlijke oorsprong, met uitzondering van dierlijke uitwerpselen, keukenafval en etenresten;

4° hoog-risicomateriaal : dierlijke afval als bedoeld in bijlage II, hoofdstuk I, waarvan wordt vermoed dat zij een ernstig gevaar voor de gezondheid van mens en dier inhouden;

5° laag-risicomateriaal : dierlijke afval die niet onder bijlage II, hoofdstuk I, vallen en die geen ernstige risico's inhouden in verband met de verspreiding van op mens of dier overdraagbare ziekten, inzonderheid die bedoeld in bijlage II, hoofdstuk II;

6° technische ambtenaar : de directeur-generaal van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde;

7° gezelschapsdieren : andere dan voor de landbouwproductie gehouden dieren, die tot genoegen van de mens in of rond het huis worden gehouden en verzorgd.

Art. 2. Vallen niet onder de werkingssfeer van dit besluit :

1° kerkhoven en verbrandingsbedrijven voor gezelschapsdieren;

2° dierlijke afval afkomstig van laboratoria.

Art. 3. § 1. Het is verboden zich te ontdoen van dierlijke afval, behalve door ze af te geven aan een derde die de krachtens dit besluit vereiste erkenning geniet om dierlijke afval op te halen en te vervoeren.

§ 2. Een ophaler of vervoerder van dierlijke afval mag ze enkel afgeven :

1° hetzij aan een overeenkomstig dit besluit behoorlijk erkend verzamel-, voorbehandelings-, valorisatie- of verwijderingsbedrijf;

2° hetzij aan een bedrijf waarvan het hoofddoel niet de verwerking van dierlijke afval maar hun valorisatie in een productieproces is;

3° hetzij aan een buiten het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen bedrijf, na zich te hebben vergewist dat dat bedrijf voldoet aan de door de wetgeving opgelegde voorwaarden om over te gaan tot de verzameling, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering van de afval.

§ 3. De houders van gezelschapsdieren kunnen ze echter ook :

1° hetzij toevertrouwen aan een dierenarts die zich enkel overeenkomstig §§ 1 en 2. van die dieren mag ontdoen;

2° hetzij begraven op een goed waarvan zij eigenaar zijn, voor zover het niet om hoog-risicomateriaal gaat;

3° hetzij toevertrouwen aan een kerkhof voor gezelschapsdieren of aan een verbrandingsbedrijf voor gezelschapsdieren;

4° hetzij zelf afgeven aan een overeenkomstig dit besluit erkend bedrijf.

§ 4. De Minister kan zo nodig onder de door hem vastgestelde voorwaarden besluiten dat hoog-risicomateriaal door verbranding of begraving moet worden verwijderd, wanneer :

1° het vervoer van met een ernstige dierziekte besmette of vermoedelijk besmette dieren naar het dichtstbij gelegen verwerkingsbedrijf van hoog-risicomateriaal wordt geweigerd wegens het gevaar voor verbreiding van gezondheidsrisico's;

2° de dierlijke afval besmet of vermoedelijk besmet zijn met een ernstige ziekte of residu's bevatten die een bedreiging voor de gezondheid van mens of dier kunnen vormen en die bestand zouden kunnen zijn tegen een ontoereikende warmtebehandeling;

3° een besmettelijke dierziekte op zo grote schaal is verspreid dat de capaciteit van het valorisatie- of verwijderingsbedrijf van hoog-risicomateriaal ontoereikend is;

4° de dierlijke afval zich op een moeilijk bereikbare plaats bevinden;

5° de hoeveelheid en afstand dusdanig groot zijn dat het ophalen van de dierlijke afval niet verantwoord is.

Dierlijke afval mogen niet begraven worden als hun begraving het tot drinkwater verwerkbaar water dreigt te besmetten. Ze mogen niet begraven worden in een voorkomingsgebied als bedoeld in het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water.

§ 5. In afwijking van §§ 1 en 2 kan de Minister, in bijzondere gevallen en op advies van de voor het veterinaire toezicht bevoegde Minister, onder de door hem bepaalde voorwaarden instemmen met :

1° het gebruik van dierlijke afval voor wetenschappelijke doeleinden;

2° het gebruik van dierlijke afval, bedoeld in bijlage II, hoofdstuk I, onder a en e, mits zij afkomstig zijn van dieren die niet geslacht zijn in verband met de aanwezigheid of vermoede aanwezigheid van een ziekte waarvoor een aangifteplicht bestaat, alsmede van laag-risicomateriaal ten behoeve van de voeding van dieren in dierentuinen en circussen of van pelsdieren, honden voor de drijfjacht die deel uitmaken van een erkende jachthondenmeute, of madenkwekerijen.

De Minister zal de Commissie van de Europese Gemeenschappen jaarlijks inlichten over de krachtens dit paragraaf genomen afwijkende maatregelen alsmede over de toezichtsmodaliteiten ter voorkoming van elk onregelmatig gebruik van de dierlijke afval.

Art. 4. § 1. De bezitter van dierlijke afvalfen moet binnen 24 uur na hun ontstaan een beroep doen op een erkende ophaler.

§ 2. In afwachting van hun ophaling moeten de dierlijke afvalfen dusdanig worden geborgen dat de risico's voor besmetting van mens of dier en voor milieuvervuiling voorkomen worden.

In voorkomend geval legt de Minister de toepassingsmodaliteiten van deze paragraaf vast.

HOOFDSTUK II. — *De machtiging tot vestiging en exploitatie van een verzamel-, voorbehandelings- of valorisatiebedrijf*

Afdeling 1. — Principe van de machtiging

Art. 5. § 1. Zijn onderworpen aan een machtiging :

- de vestiging en de exploitatie van een verzamel- en/of voorbehandelingsbedrijf van dierlijke afvalfen afkomstig van derden;
- de vestiging en de exploitatie van een specifiek valorisatiebedrijf van dierlijke afvalfen, dat niet opgenomen is in een produktieproces om ziekteverwekkers die zij bevatten te vernietigen en/of ingrediënten van diervoeder of vismeel te vervaardigen;
- de uitbreiding of wijziging van de activiteiten van het bedrijf of elke verbouwing ervan wanneer ze het milieu schade kunnen berokkenen.

§ 2. De machtiging voor een valorisatie- of verwijderingsbedrijf geldt als machtiging voor een voorbehandelings- of verzamelbedrijf. De machtiging voor een voorbehandelingsbedrijf geldt als machtiging voor een verzamelbedrijf.

§ 3. De machtiging voor een verzamel-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatiebedrijf van dierlijke afvalfen kan slechts verleend worden aan een overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV erkende exploitant.

Afdeling 2. — Voorwaarden en modaliteiten van de machtiging

Art. 6. De machtiging is onderworpen aan de in deze afdeling bepaalde voorwaarden en modaliteiten, alsmede aan de artikelen 6 tot 9 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 7. Elk verzamel- en/of voorbehandelingsbedrijf van dierlijke afvalfen moet :

- voldoen aan de in bijlage I, hoofdstuk I, 1, a en b, 2, 3 en 4, bedoelde voorwaarden;
- dierlijke afvalfen behandelen en opslaan overeenkomstig bijlage I, hoofdstuk III, 1, 2, 4 en 5.

Art. 8. Elk valorisatiebedrijf moet :

- 1° voldoen aan de in bijlage I, hoofdstuk I, bedoelde voorwaarden;
- 2° dierlijke afvalfen behandelen, verwerken en opslaan overeenkomstig bijlage I, hoofdstuk II;
- 3° ervoor zorgen dat de door verwerking verkregen produkten voldoen aan de in bijlage I, hoofdstuk III, bedoelde voorwaarden;
- 4° representatieve monsters nemen van iedere verwerkte partij om na te gaan of voldaan wordt aan de voor het produkt geldende microbiologische normen van bijlage I, hoofdstuk III, en of geen fysisch-chemische residu's aanwezig zijn;
- 5° zorgen voor de opsporing en de controle van zijn gevoelige plekken;
- 6° de resultaten van de diverse controles en tests optekenen en minstens twee jaar bewaren om ze te kunnen tonen op verzoek van de « Division des pollutions industrielles » (Afdeling industriële verontreinigingen);
- 7° een systeem opzetten om een verband te kunnen leggen tussen een verzonden partij en het tijdstip waarop ze werd geproduceerd;
- 8° wanneer de resultaten van een krachtens punt 4 vereiste test op monsters niet in overeenstemming zijn met bijlage I, hoofdstuk III, moet de exploitant van het bedrijf :
 - de « Division des pollutions industrielles » onmiddellijk inlichten;
 - de oorzaken van die tekortkomingen nagaan;
 - ervoor zorgen dat besmet of vermoedelijk besmet materiaal het bedrijf niet verlaat alvorens een nieuwe verwerking te hebben ondergaan onder rechtstreeks toezicht van de « Division des pollutions industrielles » en alvorens officieel nieuwe monsters werden genomen om te voldoen aan de microbiologische controles van bijlage I, hoofdstuk III; indien het materiaal om enigerlei reden niet meer verwerkt kan worden, moet het bestemd worden voor andere doeleinden dan diervoeder.

Art. 9. Elk bedrijf voor verwijdering door verbranding moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° een verbrandingstechniek aanwenden die voor een volledige verbranding van de afvalfen zorgt;
- 2° afvalfen en residu's behandelen, opslaan en beheren zonder schade te berokkenen aan de grond, de flora, de fauna, de lucht, het oppervlakte- en grondwater, de gezondheid van de mens;
- 3° de vereiste maatregelen nemen voor de goede werking en de netheid van het bedrijf.

Afdeling 3. — Indienings- en onderzoeksprocedure van de aanvraag en wijziging van de machtigingsvoorwaarden, opschorting en intrekking

Art. 10. De indienings- en onderzoeksprocedure van de aanvraag is onderworpen aan de bepalingen bedoeld in de artikelen 10 tot 28 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

HOOFDSTUK III. — *Het ophalen en het vervoer van dierlijke afvalfen*

Afdeling 1. — Principe van de erkenning

Art. 11. § 1. Voor het ophalen en het vervoer van dierlijke afvalfen is een voorafgaande erkenning nodig. Die erkenning wordt verleend voor een door haar bepaalde termijn en haar duur mag vijf jaar niet overschrijden.

§ 2. In afwijking van § 1 worden de dierenarts en de eigenaar van een gezelschapsdier vrijgesteld van de verplichting tot erkenning om het dier naar een in artikel 5 van dit besluit bedoeld bedrijf te vervoeren.

§ 3. De lijst van de erkende ophalers en vervoerders van dierlijke afvalfen wordt jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden, indienings- en onderzoeksprocedure m.b.t. de aanvraag, wijziging van de erkenningsvoorwaarden, opschorting en intrekking

Art. 12. De erkenning is onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 32 tot 41 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

Afdeling 3. — Ophaal- en vervoervoorwaarden

Art. 13. § 1. De ophalers moeten de dierlijke afvalfen ophalen binnen een termijn van twee dagen na het in artikel 4 bedoelde beroep.

§ 2. Als het om hoog-risicomateriaal gaat kan de technische ambtenaar beslissen dat het binnen vierentwintig uur moet worden opgehaald.

§ 3. Als het materiaal bij het ophalen niet meer in het bezit van de oorspronkelijke producent is, is de ophaler verplicht de technische ambtenaar te verwittigen.

Art. 14. § 1. Dierlijke afvalfen moeten worden vervoerd in geschikte recipiënten of vervoermiddelen waaruit geen vloeistof kan lekken. De recipiënten of vervoermiddelen moeten op passende wijze zijn afgedekt.

§ 2. De vervoermiddelen, dekzeilen en recipiënten die opnieuw kunnen worden gebruikt, moeten schoon worden gehouden.

Art. 15. Indien bepaalde vlees-, zuivel- of visproducten die niet voor menselijke consumptie zijn bestemd en die afkomstig zijn van dieren of vissen waarvan het vlees of de melk zijn goedgekeurd voor menselijke consumptie, rechtstreeks als stortgoederen naar een in artikel 5 bedoeld bedrijf worden vervoerd, moeten de gegevens betreffende de herkomst, de naam en de aard van de dierlijke afvalfen en de woorden « niet voor menselijke consumptie » ook in letters van ten minste 2 cm hoog worden vermeld op een etiket dat wordt bevestigd op de recipiënten, dozen of andere verpakkingen.

HOOFDSTUK IV. — Erkennung van de exploitanten van een verzamel-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatiebedrijf van dierlijke afvalfen

Afdeling 1. — Principe van de erkenning

Art. 16. § 1. De verzameling, voorbehandeling, verwijdering of valorisatie van dierlijke afvalfen mag slechts verricht worden door erkende exploitanten van verzamel-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatiebedrijven.

§ 2. De erkenning als exploitant van een verwijderings- of valorisatiebedrijf geldt als erkenning als exploitant van een voorbehandelingsbedrijf of als exploitant van een verzamebedrijf. De erkenning als exploitant van een voorbehandelingsbedrijf geldt als erkenning als exploitant van een verzamebedrijf.

§ 3. De erkenning wordt verleend voor een door haar bepaalde termijn en mag de duur van de exploitatiemachtiging niet overschrijden.

Art. 17. De lijst van de erkende exploitanten van verzamel-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatiebedrijven van dierlijke afvalfen wordt jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden, indienings- en onderzoeksprocedure van de aanvraag, wijziging van de erkenningsvoorwaarden, opschorting en intrekking

Art. 18. De erkenning wordt onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 45 tot 58 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

HOOFDSTUK V. — Informatie betreffende het bezit en de levering van dierlijke afvalfen

Afdeling 1. — Het register van de dierlijke afvalfen

Art. 19. Elke ophaler van dierlijke afvalfen of exploitant van een overeenkomstig dit besluit erkend bedrijf moet een register bijhouden waarvan het model door de « Office » is opgesteld en dat hij minstens vijf jaar ter beschikking van de technische ambtenaar stelt.

Art. 20. Het register vermeldt de volgende gegevens :

1° voor de ophaler :

- a) de volledige identiteit en het adres van de bezitter van de opgehaalde afvalfen;
- b) de aard en de hoeveelheid van de opgehaalde afvalfen;
- c) de datum van in ontvangstneming;
- d) de nauwkeurige identificatie van de erkende vervoerder en het gebruikte vervoermiddel;
- e) de bestemming van de afvalfen;
- f) de leveringsdatum;

2° voor de exploitant van een erkend verzamel-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatiebedrijf :

- a) de volledige identiteit en het adres van de bezitter en van de ophaler alsmede, in voorkomend geval, van ieder van de tussenoperatoren;
- b) de aard en de hoeveelheid van de in ontvangst genomen afvalfen;
- c) de aankomstdatum van de afvalfen in het bedrijf;
- d) de op de afvalfen toegepaste voorbehandelings-, valorisatie- of verwijderingstechnieken;
- e) de bestemming van de afvalfen;
- f) de leveringsdatum.

Afdeling 2. — Vervoerformulier voor dierlijke afvalfen.

Art. 21. Iedere bezitter van giftige of gevaarlijke afvalstoffen is verplicht ze vóór elk vervoer bij de « Office » aan te geven. De Minister bepaalt het formulier en de aangiftemodaliteiten op voorstel van de « Office ».

Art. 22. Het vervoerformulier vergezelt de afvalfen tot het bestemmingsbedrijf dat een verwijderings- of valorisatiecentrum van afvalfen kan zijn.

Zowel de bezitter als de verschillende tussenoperatoren en de exploitant van het bestemmingsbedrijf moeten het formulier invullen wanneer zij de afvalfen in ontvangst nemen. Zij bewaren er ieder een exemplaar van dat door de volgende interveniënt ingevuld wordt en houden dat document minstens vijf jaar ter beschikking van de technische ambtenaar.

Art. 23. Bij de ontvangst van de afvalfen moet de ophaler of de exploitant de in het vervoerformulier vermelde gegevens overschrijven in het in artikel 19 bedoelde register.

HOOFDSTUK VI. — *Toezicht en strafbepalingen*

Art. 24. Overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig het decreet.

Art. 25. Iedereen die de in het besluit voorziene machtigings- of erkenningsvoorwaarden niet naleeft, wordt gestraft met de in artikel 51, § 1, 4^o, van het decreet bedoelde straffen.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 26. Elke exploitant van een in artikel 5 bedoeld bedrijf is verplicht de bepalingen van dit besluit in acht te nemen binnen een termijn van zes maanden vanaf zijn inwerkingtreding.

Art. 27. § 1. Elke vóór de inwerkingtreding van dit besluit en krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen verleende erkenning voor de ophaling en het vervoer van dierlijke afvalstoffen geldt in de zin van dit besluit als erkenning in de hoedanigheid van ophaler of vervoerder van dierlijke afvalstoffen.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de « Office » de Minister voorstellen de bestaande erkenningen te wijzigen als de vroeger opgelegde voorwaarden niet overeenstemmen met dit besluit. De Minister moet zijn met redenen omklede beslissing bekendmaken binnen het jaar van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 28. De behandeling van de erkenningsdossiers wordt voortgezet overeenkomstig de bij dit besluit ingestelde procedure.

Art. 29. § 1. Voor de vestiging, de exploitatie, de uitbreiding of de wijziging van de krachtens artikel 5 erkende bedrijven zijn de bepalingen van de hoofdstukken I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming niet meer van toepassing i.v.m. de bescherming van het nabuurschap en het leefmilieu.

§ 2. De artikelen 1 tot 6, 7, eerste lid, en 9 van het besluit van de Regent van 24 januari 1946 betreffende de wegruiming van voor het verbruik ongeschikte dierenlijken worden opgeheven.

Art. 30. De Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage I

**Voorschriften betreffende de hygiëne
in verzamel-, voorbehandelings-, valorisatie- en verwijderingsbedrijven van dierlijke afvalstoffen**

**HOOFDSTUK I. — Eisen voor de machtiging
van verzamel-, voorbehandelings-, valorisatie- en verwijderingsbedrijven van dierlijke afvalstoffen**

1. De ruimten en voorzieningen moeten in ieder geval aan de volgende eisen voldoen :

a) de ruimten van het bedrijf moeten op passende wijze zijn gescheiden van de openbare weg en van andere ruimten zoals slachthuizen. Ruimten voor de behandeling van hoog-risicomateriaal mogen niet op hetzelfde terrein zijn gelegen als een slachthuis, tenzij zij zich bevinden in een volledig afgezonderd gedeelte van het gebouw; onbevoegden en dieren mogen geen toegang hebben tot het bedrijf;

b) het bedrijf omvat een « rein » en een « onrein » gedeelte, die op passende wijze gescheiden moeten zijn. Het onreine gedeelte moet een overdekte ruimte hebben voor het in ontvangst nemen van de dierlijke afvalstoffen en moet zo zijn gebouwd dat het gemakkelijk te reinigen en te ontsmetten is. De vloeren ervan moeten zo zijn aangelegd dat vloeistoffen gemakkelijk kunnen wegvloeien.

Indien nodig, moeten in het onreine gedeelte adequate voorzieningen voor het onthuiden of ontharen van dieren en een opslagruimte voor huiden aanwezig zijn;

c) voor de behandeling of verwerking van dierlijke afvalstoffen overeenkomstig hoofdstuk II moet het bedrijf beschikken over de nodige capaciteit en toereikende voorzieningen voor warm water en voor het opwekken van stoom;

d) indien nodig, moet het onreine gedeelte beschikken over een voorziening om de dierlijke afvalstoffen te verkleinen en een voorziening om de fijnge maakte dierlijke afvalstoffen in de verwerkingseenheid te laden;

e) voor de verwerking van de dierlijke afvalstoffen overeenkomstig hoofdstuk II is, al naar gelang het geval, een gesloten verwerkingsinstallatie nodig. Wanneer een warmtebehandeling vereist is, moet deze installatie voorzien zijn van :

— een meetapparatuur om de temperatuur en zo nodig de druk te controleren op punten waar dat van belang is;

— registreertoestellen die onafgebroken de meetresultaten registreren;

— een adequaat veiligheidssysteem om te voorkomen dat de afvalstoffen onvoldoende worden verwarmd;

f) om herbesmetting van de eindprodukten van de verwerking door binnenkomende grondstoffen te voorkomen, moet het gedeelte van het bedrijf waar de binnenkomende grondstoffen worden gelost en verwerkt duidelijk gescheiden zijn van het gedeelte voor het verder verwerken van het warmtebehandelde materiaal en de opslag van de eindprodukten van de verwerking.

2. Het bedrijf moet beschikken over adequate voorzieningen voor de reiniging en ontsmetting van de recipiënten of containers waarin dierlijke afvalstoffen worden in ontvangst genomen, en van de vervoermiddelen — met uitzondering van schepen — waarin zij worden vervoerd.

3. Het bedrijf moet beschikken over adequate voorzieningen om de wielen van vervoermiddelen waarmee dierlijke afvalstoffen worden vervoerd of die het onreine gedeelte van het bedrijf verlaten, vlak voor het vertrek van deze vervoermiddelen te ontsmetten.

4. In het bedrijf dient een installatie voor de afvoer van afvalwater aanwezig te zijn die aan de hygiënische en aan de milieueisen voldoet.

5. Het bedrijf moet zelf beschikken over of gebruik maken van een laboratorium dat uitgerust is om de noodzakelijke analyses uit te voeren, met name om te controleren of wordt voldaan aan het bepaalde in hoofdstuk III.

HOOFDSTUK II. — Hygiënische voorschriften met betrekking tot de in verzamel-, voorbehandelings-, valorisatie- of verwijderingsbedrijven van dierlijke afvalfen te volgen werkwijze

1. Dierlijke afvalfen moeten zo spoedig mogelijk na aankomst in het bedrijf worden behandeld. Tot hun behandeling moeten zij op passende wijze worden opgeslagen.
2. Recipiënten, containers en vervoermiddelen die voor het vervoer van dierlijke afvalfen worden gebruikt, moeten na elk gebruik worden gereinigd, gewassen en ontsmet.
3. Personen die in het onreine gedeelte werkzaam zijn, mogen het reine gedeelte niet betreden zonder hun werkkleding en hun schoeisel te hebben verwisseld of zonder hun schoeisel te hebben ontsmet. Toestellen en gereedschappen mogen niet van het onreine gedeelte naar het reine gedeelte worden gebracht.
4. Afvalwater dat afkomstig is van het onreine gedeelte moet zodanig worden behandeld dat er geen ziektekiemen meer aanwezig zijn.
5. Er moeten systematisch preventieve maatregelen tegen vogels, knaagdieren, insecten en ander ongedierte worden getroffen.
6. Bij de verwerking van dierlijke afvalfen moeten de volgende voorschriften in acht worden genomen :
 - a) hoog-risicomateriaal moet worden verwarmd tot de deeltjes gedurende 20 minuten een inwendige temperatuur van ten minste 133 °C hebben bij een druk van 3 bar. Voorafgaand aan de verwerking moet de deeltjesgrootte van het onverwerkte materiaal door middel van voorbreken of vermalen ten minste tot 50 mm worden teruggebracht;
 - b) op punten van het verwarmingsproces waar dit belangrijk is, dienen voor het controleren van de warmtebehandeling temperatuurschrijvers te zijn geplaatst;
 - c) andere systemen van warmtebehandeling mogen worden aangewend, mits zij erkend zijn als systemen die op microbiologisch gebied gelijkwaardige veiligheids garanties bieden.
 Aan dergelijke alternatieve warmtebehandelingssystemen mag enkel goedkeuring worden verleend indien van het eindprodukt gedurende de periode van een maand dagelijks een monster is genomen om vast te stellen dat het produkt voldoet aan de in hoofdstuk III, punten 1 en 2, vastgestelde biologische normen.
7. De installaties en toestellen moeten goed worden onderhouden en de meetapparatuur moet regelmatig worden geijkt.
8. Met de eindprodukten moet op zodanige wijze worden omgegaan en deze produkten moeten zodanig worden opgeslagen dat herbesmetting uitgesloten is.
9. Huiden moeten met natriumchloride worden gezouten.

HOOFDSTUK III. — Voorwaarden waaraan de produkten na valorisatie moeten voldoen

1. Als het hoog-risicomateriaal betreft, moeten monsters die onmiddellijk na de warmtebehandeling van het eindprodukt worden genomen, vrij zijn van hittebestendige ziekteverwekkende sporen van bacteriën (*Clostridium perfringens* in 1 g).
2. Monsters van eindprodukten uit laag- of hoog-risicomateriaal moeten worden genomen tijdens of na afloop van de opslag in het valorisatiebedrijf om te waarborgen dat de produkten voldoen aan de volgende voorwaarden :

Salmonella : afwezig in 25 g : $n = 5$, $c = 0$, $m = 0$, $M = 0$
 Enterobacteriaceae : $n = 5$, $c = 2$, $m = 10$, $M = 3 \times 10^2/g$
 n = aantal deelmonsters waaruit het monster bestaat;
 m = drempelwaarde voor het aantal bacteriën; het resultaat wordt als bevredigend beschouwd indien het aantal bacteriën in geen enkel deelmonster groter is dan m ;
 M = maximumwaarde voor het aantal bacteriën; het resultaat wordt als onbevredigend beschouwd indien het aantal bacteriën in één of meer deelmonsters gelijk is aan of hoger ligt dan M ;
 c = aantal deelmonsters waarvoor de bacterietelling een resultaat tussen m en M te zien mag geven, waarbij het monster nog als aanvaardbaar wordt beschouwd indien het resultaat van de bacterietelling voor de overige deelmonsters niet hoger is dan m .

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afvalfen.

Namen, 21 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering,
 belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
 G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN

Bijlage II
 HOOFDSTUK I

Worden beschouwd als hoog-risicomateriaal :

- a) alle runderen, varkens, geiten, schapen, eenhoevige dieren, pluimvee, en alle andere voor de landbouwproductie gehouden dieren die op het landbouwbedrijf zijn gestorven maar niet voor menselijke consumptie zijn geslacht, met inbegrip van doodgeboren dieren en onvoldragen vruchten en alle andere dode dieren die volgens de Minister ernstige verschijnselen van op mens of dier overdraagbare ziekten vertonen;
- b) de in punt a bedoelde dierlijke afvalfen die in het bezit zijn van particulieren;
- c) dieren die in het kader van ziektebestrijdingsmaatregelen op het landbouwbedrijf of op enige andere door de Minister aangewezen plaats zijn gedood;
- d) afvalfen, bloed daaronder begrepen, die afkomstig zijn van dieren die blijkens de veterinaire keuring bij de slachting klinische verschijnselen van op mens of dier overdraagbare ziekten vertoonden;
- e) alle delen van een op gewone wijze geslacht dier die niet voor de keuring na het slachten zijn aangeboden, met uitzondering van huiden, vellen, hoeven, veren, wol, hoornen, bloed en soortgelijke produkten;

f) alle vlees, vlees van pluimvee, vis en wild en alle levensmiddelen van dierlijke oorsprong die zijn bedorven en die derhalve een gevaar voor de gezondheid van mens en dier inhouden;

g) uit landen die geen Lid-Staat zijn van de Europese Gemeenschap ingevoerde dieren, vers vlees, vlees van pluimvee, vis, wild, vlees- en zuivelprodukten die tijdens de in de veterinaire wetgeving voorgeschreven controle niet blijken te voldoen aan de voorschriften voor invoer in de Europese Gemeenschap, tenzij zij opnieuw worden uitgevoerd of tenzij invoer ervan is toegestaan op beperkende voorwaarden die in communautaire bepalingen zijn vastgesteld;

h) vee dat tijdens het vervoer is gestorven, met inbegrip van gevallen van noodslachting waartoe in verband met het welzijn opdracht is gegeven;

i) dierlijke afvalstoffen die residuen van stoffen bevatten die gevaar kunnen opleveren voor de gezondheid van mens of dier; melk, vlees of produkten van dierlijke oorsprong die door de aanwezigheid van deze residuen niet geschikt zijn voor menselijke consumptie;

j) vissen met klinische verschijnselen van op de mens of op vissen overdraagbare ziekten;

k) laag-risicomateriaal dat met hoog-risicomateriaal in aanraking is gekomen of werd vermengd.

HOOFDSTUK II

Worden beschouwd als laag-risicomateriaal :

a) de overeenkomstig hoofdstuk I, e, uitgesloten produkten, voor zover ze gebruikt worden bij de vervaardiging van diervoeders;

b) in open zee voor de produktie van vismeel gevangen vissen;

c) vers visafval afkomstig van bedrijven die voor de menselijke consumptie bestemde visprodukten vervaardigen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afvalstoffen.

Namen, 21 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Nationale commissies tandheelkundigen-ziekenfondsen en geneesheren-ziekenfondsen ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Ontslagverleningen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 30 november 1993, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt, op hun verzoek, eervol ontslag uit hun functies van leden van de Nationale commissies tandheelkundigen-ziekenfondsen en geneesheren-ziekenfondsen, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de heer Peremans, J., werkend lid en de heer Mayne, Ph., plaatsvervangend lid.

Bij hetzelfde besluit worden de heren Mayne, Ph. en Van Oycke, G., als vertegenwoordigers van een verzekeringsinstelling, benoemd tot respectievelijk werkend lid en plaatsvervangend lid van genoemde Nationale commissies, ter vervanging van respectievelijk de heren Peremans, J. en Mayne, Ph., wier mandaten zij zullen voleindigen.

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Commissie van beroep, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Ontslagverlening. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 30 november 1993 dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag uit zijn functies van werkend lid van de Commissie van beroep, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de heer Derveaux, H., die de leeftijdsgrens heeft bereikt.

Bij hetzelfde besluit wordt de heer Vercammen, P., als vertegenwoordiger van een representatieve organisatie van het geneeskundigenkorps, benoemd tot werkend lid van genoemde commissie, ter vervanging van de heer Derveaux, H., wiens mandaat hij zal voleindigen.

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Commissions nationales dento-mutualiste et médico-mutualiste instituées auprès du Service des soins de santé. — Démissions. — Nominations

Par arrêté royal du 30 novembre 1993, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de leurs fonctions de membres des Commissions nationales dento-mutualiste et médico-mutualiste, instituées auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée, à leur demande, à M. Peremans, J., membre effectif et M. Mayne, Ph., membre suppléant.

Par le même arrêté, MM. Mayne, Ph., et Van Oycke, G., sont nommés, au titre de représentants d'un organisme assureur, respectivement en qualité de membre effectif et de membre suppléant des dites Commissions nationales, en remplacement de respectivement MM. Peremans, J. et Mayne, Ph., dont ils achèveront les mandats.

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Commission d'appel, instituée auprès du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 30 novembre 1993, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de ses fonctions de membre effectif de la Commission d'appel, instituée auprès du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à M. Derveaux, H., qui a atteint la limite d'âge.

Par le même arrêté M. Vercammen, P., est nommé, au titre de représentant d'une organisation représentative du corps médical, en qualité de membre effectif de ladite commission, en remplacement de M. Derveaux, H., dont il achèvera le mandat.